



SOMMAIRE

- Une nouvelle lettre d'information Force ouvrière dédiée à l'actualité européenne et internationale
- Non à la ratification du Traité européen TSCG !
- La réforme du marché du travail en Espagne
- Le « paquet emploi » de la Commission européenne

Une nouvelle lettre d'information Force ouvrière dédiée à l'actualité européenne et internationale

L'actualité européenne et internationale, qu'elle provienne des institutions européennes et internationales, des Etats ou des organisations syndicales du monde entier est riche et abondante. Elle mérite une attention toute particulière de la part des structures et des militants de notre organisation Force ouvrière. Parce que des décisions se prennent ailleurs, parce que des actions sont initiées en dehors de nos frontières, plus que jamais, au milieu de la crise du capitalisme que nous connaissons et que les travailleurs ressentent durement, il nous est nécessaire d'être informés de ce qui se passe à l'échelle européenne et internationale, dans les pays et les organisations partenaires, pour comprendre, analyser, réagir, défendre et promouvoir au mieux nos revendications !

C'est pourquoi le secteur Europe/international a décidé de lancer cette nouvelle lettre d'information. Diffusée par la voie électronique, elle se propose de vous informer régulièrement de l'actualité européenne et internationale sur les différents sujets qui touchent à la vie des syndicats et des travailleurs.

Andrée THOMAS, Secrétaire confédérale Europe/international

Non à la ratification du Traité européen TSCG !

Le Traité européen TSCG (Traité sur la Stabilité, Convergence et Gouvernance) signé officiellement début mars par les Etats membres de l'Union européenne est actuellement en voie de ratification. Mis au point par le couple Sarkozy-Merkel en réaction à la crise des dettes souveraines en Europe et rallié par la quasi-totalité des Etats-membres (seuls le Royaume Uni et la République Tchèque ont refusé de le signer), il constitue un nouveau pas vers l'austérité permanente assortie de sanctions pour les Etats qui ne se plieraient pas à la discipline budgétaire exigée.

Parce que ce Traité, en l'état est inacceptable et éloigne encore plus la construction européenne des principes qui l'ont animée à l'origine, Force ouvrière s'opposera à sa ratification, notamment en soutenant le « non » si un référendum venait à être organisé.

Il est nécessaire que 12 pays parmi les 17 de la zone euro ratifient ce Traité pour qu'il entre en vigueur. A ce jour, trois pas l'ont ratifié – la Grèce, le Portugal et la Slovénie – il est en cours d'examen en Italie et en Espagne. L'Irlande se prononce par référendum le 31 mai. En France, sa ratification va dépendre de ce que décidera le nouveau gouvernement. Le président élu, François Hollande a annoncé son intention de ne pas ratifier le traité en l'Etat et de le renégocier. Une première réunion entre la chancellerie allemande et le nouveau Président a eu lieu le 15 mai et un sommet informel des chefs d'Etat est prévu à Bruxelles le 23 mai pour tenter d'avancer sur des mesures de croissance.

Le rejet de ce Traité qui porte entièrement sur la discipline budgétaire et s'exonère de toute politique de croissance, monte en Europe. De jour en jour, les politiques d'austérité font la preuve qu'elles mènent les économies européennes à la catastrophe, les mauvais indicateurs économiques se multiplient tandis que le chômage, la précarité et les inégalités progressent.

Jean Claude Mailly s'est joint au rassemblement organisé par la CES à Bruxelles le 23 mai dernier pour rappeler l'opposition du mouvement syndical européen à ce Traité et revendiquer une stratégie de relance qui soutienne la croissance, l'emploi et la justice sociale en Europe.

La réforme du marché du travail en Espagne

Le gouvernement espagnol a décidé en urgence en février dernier d'une réforme drastique du marché du travail, condamnable sur la forme comme sur le fond. Les organisations syndicales espagnoles UGT et CC.OO ont appelé à la grève générale le 29 mars dernier pour protester contre cette réforme. Cette réforme, adoptée sans information préalable aux organisations syndicales ni concertation vise à faciliter, accélérer et réduire le coût des licenciements, alors que l'Espagne connaît déjà un taux de chômage record dans l'Union européenne, proche de 25%.

Pour l'UGT, cette réforme est inacceptable, injuste et inutile. Elle fait peser sur les travailleurs tout le poids de la déréglementation du marché du travail qui les appauvrit et les laisse à la merci des décisions patronales. De nouvelles mobilisations syndicales sont prévues les 23 et 24 mai pour lutter contre cette réforme.

Le « paquet emploi » de la Commission européenne

La Commission européenne a présenté le 18 avril dernier de nouvelles mesures pour l'emploi dans une communication intitulée « vers une reprise génératrice d'emplois ». Ce « paquet emploi » intervient alors que le chômage touche plus de 24 millions de personnes en Europe et continue de progresser rapidement tous les mois, sous l'effet du nouveau ralentissement économique, consécutif aux politiques d'austérité aveugles appliquées partout en Europe depuis le déclenchement de la crise grecque début 2010.

Le texte propose des mesures en faveur de l'emploi dans des secteurs dits stratégiques comme l'économie verte, la santé ou les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), la poursuite des réformes du marché du travail (le cas espagnol présenté ci-dessus a de quoi inquiéter...), l'investissement dans les compétences, la libre circulation des travailleurs, un renforcement de la coordination des politiques de l'emploi et une plus grande association des partenaires sociaux européens au sujet des grandes priorités stratégiques dans le domaine de l'emploi.

Ce document reprend nombre de vieilles recettes fondées sur la flexicurité et la déréglementation des marchés du travail qui ont montré leur nocivité dans le domaine de l'emploi. La Confédération européenne des Syndicats (CES) prendra une position explicite début juin mais elle considère d'ores et déjà qu'à de rares exceptions près, la flexicurité est « *synonyme de moins de sécurité d'emploi. Les travailleurs, pour avoir confiance, ont besoin de sécurité. Il faut renforcer les politiques actives du marché du travail, pas la facilité de licenciement. Sans une remise en cause de l'austérité et un plan européen d'investissements, l'Europe n'atteindra pas ces objectifs.* »

Achevé de rédiger le 25 mai 2012